

Groupe de travail V « Compétences complémentaires »

**Objet : Note de réflexion de M. Danny PIETERS, Membre suppléant de la Convention
Représentant du Parlement belge**

Dans la présente note de réflexion, je tiens à formuler un certain nombre d'idées nouvelles susceptibles d'alimenter notre débat. Il s'agit successivement :

- de la nécessité de ne pas se limiter uniquement à un réaménagement des dispositions actuelles ;
- de l'utilité que présentent des notes thématiques auxquelles seraient éventuellement joints des projets de texte pour la déclaration finale ;
- de l'intérêt de nuancer le débat par le biais de techniques comme l'évocation ou la dérogation ;
- du problème des langues dans le fonctionnement du groupe de travail, de la Convention et de l'UE.

Ces thèmes sont dans une certaine mesure indépendants, mais se situent cependant tous dans le cadre des missions dont notre groupe de travail a été investi au cours de la réunion précédente.

1. INNOVATION

La Convention et notre groupe de travail sont sans aucun doute confrontés au grand défi de concilier une approche fondamentale nouvelle avec la continuité et le respect des acquis communautaires. Cette nouvelle approche est attendue dans la perspective du plus grand élargissement de l'Union qui ait jamais eu lieu.

Il semble cependant y avoir peu de marge de manœuvre et/ou de volonté pour s'engager sur des voies vraiment nouvelles. Il est en effet difficile de s'écarter des sentiers battus. De plus, des solutions par trop créatives semblent entraver fortement la réalisation d'un consensus.

Je suis néanmoins convaincu que nous ne pouvons nous contenter, surtout en ce qui concerne les compétences complémentaires, de ruminer le présent. Nous devons faire preuve d'ingéniosité et oser nous aventurer sur des sentiers inconnus. Cela signifie également que la question des nouvelles compétences complémentaires doit pouvoir être abordée et que la notion de « compétence complémentaire » doit être interprétée de manière créative.

2. NOTES THÉMATIQUES INTERMÉDIAIRES

Il va de soi que notre groupe de travail (et tous les autres groupes de travail) doit aboutir à une vision cohérente en ce qui concerne les compétences complémentaires, telles qu'elles ont déjà été définies dans différents documents et débats. On aurait toutefois tort de refuser *a priori* et catégoriquement d'examiner séparément un certain nombre de sous-thèmes et d'étudier séparément des domaines de compétences complémentaires en tant que tels.

Si l'on arrive à dégager un consensus sur l'orientation que doivent prendre ces domaines distincts, il y a de grandes chances que ce consensus se retrouve dans les textes finaux de la Convention.

J'ai personnellement pris l'initiative d'adresser un courrier à tous les membres des parlements européen et nationaux des pays représentés au sein de la Convention pour leur demander leur avis sur ce que couvrent les compétences en matière de sécurité sociale. J'espère pouvoir traduire les résultats de cette enquête dans un certain nombre de conclusions pour septembre. Je vais également préparer une note sur les compétences en matière de recherche et, éventuellement, d'enseignement.

J'espère que d'autres collègues du groupe de travail pourront également préparer pareilles notes sur un certain nombre de domaines partiels de la compétence complémentaire (au sens large).

3. ÉVOCATION ET DÉROGATION

À l'heure actuelle, les questions relatives à la compétence s'apparentent souvent à une sorte de quitte ou double. Si l'UE est compétente et exerce cette compétence de manière légitime, toute législation nationale doit s'effacer. Le moindre détail d'un règlement technique peut ainsi mettre sur la touche des principes fondamentaux du droit national. Il n'est dès lors pas étonnant que nombre d'États et de parlements nationaux rechignent effectivement à accorder de nouvelles compétences au législateur européen.

La question est toutefois de savoir si tout doit être aussi tranché. Je tiens à souligner d'emblée que je ne suis pas partisan d'une restriction des compétences de l'UE, bien au contraire. Je souhaiterais cependant mettre en évidence deux techniques qui permettent d'associer les parlements nationaux et qui pourraient s'avérer utiles pour réaliser une avancée dans certains dossiers, tels que la suppression de l'unanimité dans certains domaines, l'intégration des deuxième et troisième piliers, la définition de nouvelles compétences concurrentes et complémentaires ou la définition des compétences résiduelles.

Ces deux techniques sont le droit d'évocation et le droit de dérogation. Celles-ci ont pour objectif d'associer davantage les parlements nationaux et de donner à l'UE davantage de compétences et de force. Si un droit d'évocation était prévu, un parlement national (ou un groupe de parlements) pourrait contraindre le législateur européen à reconsidérer ses décisions antérieures, en tenant compte de critères plus stricts en termes de majorité et de consultation.

L'octroi d'un droit de dérogation permettrait d'aller encore plus loin, en offrant à un parlement national la possibilité de substituer, dans les domaines concernés, sa règle normative à la nouvelle législation européenne. Dans ce cas, la législation européenne serait intégralement en vigueur dans tous les États membres n'ayant pas fait usage de leur droit de dérogation dans les délais impartis.

L'octroi d'un droit d'évocation et, exceptionnellement, d'un droit de dérogation aux parlements nationaux permettrait non seulement d'avancer dans certains dossiers mais aussi d'associer activement les parlements nationaux à l'activité législative européenne. Ils seraient aussi enclins (au même titre que nombre d'États membres) à abandonner leur attitude négative à l'égard de la législation européenne dans de nouveaux domaines si, sans qu'ils doivent pour autant renoncer entièrement à leurs propres compétences, il est clairement établi comment ces compétences peuvent être exercées au mieux à l'échelon national.

Cela mettrait une fois de plus en évidence l'élément important suivant, à savoir que, souvent, la question n'est pas tant de savoir si c'est OU l'Europe OU les États membres qui doivent être

compétents que de savoir comment les parlements nationaux peuvent contribuer à la construction européenne ET comment l'Europe peut soutenir judicieusement l'autorité et la force des organes démocratiques des États membres.

L'objectif est finalement le même : réaliser une plus grande unité dans la diversité et œuvrer ainsi à la prospérité des peuples et des individus dans une Europe démocratique, libre et sociale.

4. LANGUES

Ce n'est pas un hasard si, au cours de la première réunion, a eu lieu une discussion concernant l'emploi des langues au sein du groupe de travail. Cette discussion est illustrative du débat plus large sur les langues utilisées au sein de l'Union européenne. Bien qu'il s'agisse d'une problématique très difficile et très sensible, il convient de s'y attaquer de manière sérieuse.

Il serait tout à l'honneur de notre groupe de travail de réaliser une percée en l'occurrence tout en conciliant l'efficacité et le respect de toutes les langues de l'Union européenne.

Je prépare en tout cas un dossier en la matière et je procéderai volontiers à un échange de vues à ce sujet avec les membres de la Convention que cela intéresse.

Danny PIETERS

Membre suppléant de la Convention

Représentant du Parlement belge

@